

Écrit par le 26 mai 2026

Épargne en quête de sens, la pierre reprend la main



La baisse du taux du [Livret A](#) agit comme un révélateur : l'épargne des Français, pourtant abondante, peine à trouver du rendement. Dans ce contexte, l'immobilier, notamment dans des territoires accessibles comme le Vaucluse, s'impose de nouveau comme une valeur d'équilibre, conjuguant sécurité, utilité et perspectives de valorisation. Selon la Banque de France et l'Insee ([Institut national de la statistique et des études économiques](#)), les Français détiennent près de 6 000 milliards d'euros d'épargne, dont une part significative reste peu productive. À elle seule, l'épargne de précaution atteint des sommets : 18,3% du revenu disponible brut en 2025, un niveau inédit hors période de crise.

Mais derrière cette accumulation, une fragilité apparaît. Près de 551 milliards d'euros stagnent sur des comptes courants, sans rendement réel. La récente décollecte du Livret A évaluée à 2,1 milliards d'euros

Écrit par le 26 mai 2026

en 2025, confirme un mouvement silencieux : les épargnants s'interrogent, cherchent, et commencent à réorienter leurs choix. L'argent est là, mais il ne travaille plus.

Le retour de la pierre comme valeur d'équilibre

Dans ce paysage, l'immobilier retrouve une place centrale. Non pas comme un placement spéculatif, mais comme un actif tangible, lisible, inscrit dans le temps long. Les analyses convergent : dans un environnement incertain, la 'pierre' conserve son statut de valeur refuge. Elle répond à un double besoin : se loger et investir tout en offrant une visibilité que d'autres placements peinent à garantir.

Le Vaucluse, une attractivité qui change la donne

À distance des grandes métropoles tendues, certains territoires offrent aujourd'hui des opportunités particulièrement lisibles. Le Vaucluse en fait partie. Avec un prix moyen autour de 2 100 le mètre carré, soit très en-deçà des grandes villes françaises, le département se distingue par son accessibilité. À Avignon, comme dans le Luberon, ou autour de Cavaillon, le marché conjugue cadre de vie et potentiel de valorisation.

Une attractivité assise sur quelles fondations ?

Cette attractivité se révèle de par un environnement naturel et patrimonial reconnu, une desserte efficace -notamment via le TGV reliant Paris en moins de 3 heures-, une qualité de vie renforcée par le climat et les paysages. À ces atouts s'ajoute un phénomène structurel : l'essor du télétravail, qui redessine les cartes de l'habitat et favorise les territoires offrant espace et sérénité.

Un rendement qui retrouve du sens

Alors que les placements réglementés peinent à compenser l'inflation, l'investissement immobilier présente un avantage tangible. Dans le Vaucluse, le rendement locatif brut avoisine 5,8%, un niveau significativement supérieur à celui des grandes métropoles. La location saisonnière, portée par l'attractivité touristique, notamment lors du Festival d'Avignon, renforce cette dynamique. À cela s'ajoutent des dispositifs fiscaux favorables, en particulier pour la rénovation de l'ancien. Ainsi, l'immobilier local combine plusieurs vertus : générer des revenus, valoriser un capital, et, enfin, répondre à une demande réelle.

Investir, habiter, transmettre : une même trajectoire

Au fond, le mouvement observé dépasse la seule logique financière. Il traduit une évolution des attentes. Les ménages cherchent à donner du sens à leur épargne, à l'ancrer dans des projets concrets, utiles, durables. Le Vaucluse permet cette convergence : investir ici, c'est aussi choisir un territoire, un mode de vie, une projection dans le temps. Avec des taux d'emprunt encore contenus, au-delà de 3% sur 25 ans, l'accès à la propriété reste à portée pour de nombreux profils.

Une dynamique appelée à durer

À horizon 2030, les perspectives demeurent favorables. Entre attractivité résidentielle, potentiel touristique et rééquilibrage des marchés immobiliers, le Vaucluse s'inscrit dans une trajectoire de consolidation. Ainsi, l'épargne trouve souvent son meilleur sens lorsqu'elle devient un lieu, un projet, une réalité vécue. Et c'est peut-être là, dans cette alliance entre prudence et projection, que se dessine la

Écrit par le 26 mai 2026

nouvelle relation des Français à leur patrimoine.
Mireille Hurlin

[Épargne en France et en Vaucluse : confiance fragile, prudence accrue](#)

Livret A et LEP : baisse des taux de rémunération à compter du 1er février 2026



La Direction de l'information légale et administrative (Dila) informe que le taux d'intérêt annuel du livret A était fixé, depuis le 1^{er} août 2025, à 1,7 %, et celui du livret d'épargne populaire (LEP) à 2,7 %. Le ministère de l'Économie et des Finances vient d'annoncer une

Ecrit par le 26 mai 2026

diminution de ces 2 taux à partir du 1^{er} février 2026, en suivant les préconisations du gouverneur de la Banque de France.

À compter du 1^{er} février 2026 :

- le **taux d'intérêt annuel du livret A est fixé à 1,5 %** (contre 1,7 % entre le 1^{er} août 2025 et le 31 janvier 2026) ;
- le **taux d'intérêt annuel du livret d'épargne populaire (LEP) est fixé à 2,5 %** (contre 2,7 % entre le 1^{er} août 2025 et le 31 janvier 2026).

En 2025, ces 2 livrets avaient déjà connu une baisse de leur taux de rémunération en février, puis en août.

À noter

Le taux d'intérêt annuel du **livret de développement durable et solidaire (LDDS)**, dont la rémunération est identique à celui du livret A, est également fixé à 1,5 % à compter du 1^{er} février.

[Le livret A](#) est un compte d'épargne rémunéré dont **les fonds sont disponibles à tout moment**. Tous les établissements bancaires peuvent le proposer.

[Le LEP](#) est, pour sa part, **destiné spécifiquement aux personnes aux revenus modestes**. Pour en ouvrir un, vous devez remplir certaines conditions liées au domicile fiscal et aux revenus.

La Banque de France est chargée de calculer, et de proposer tous les 6 mois au ministère de l'Économie et des Finances, les taux de rémunération des livrets d'épargne réglementée comme le livret A ou le livret d'épargne populaire.

Ces taux sont fixés par des formules de calcul réglementaire (prenant en compte la moyenne du taux interbancaire de la zone Euro et l'évolution moyenne de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, sur le dernier semestre). Il est possible d'y déroger en cas de circonstances exceptionnelles.

À noter

Le taux d'intérêt annuel du LEP en vigueur à partir du 1^{er} février bénéficie d'un « coup de pouce », conformément à la préconisation du gouverneur de la Banque de France. Ce dernier indique que « les conditions d'éligibilité pour la détention de ce livret en font le véritable support de l'épargne populaire ». La rémunération du livret d'épargne populaire s'établit ainsi à 2,5 % à compter du 1^{er} février, au lieu de 1,9 % selon la formule de calcul réglementaire.

Épargne en France et en Vaucluse : confiance fragile, prudence accrue



La légère amélioration de la confiance des ménages en décembre 2025 masque une tendance profonde : l'effort d'épargne des Français reste à un niveau historiquement élevé, freinant la consommation, principal moteur de la croissance. Dans un contexte d'incertitude économique et budgétaire, ce comportement touche profondément l'économie nationale et risque de résonner jusque dans les territoires, dont le Vaucluse, où les perspectives de reprise restent prudentes.

En décembre 2025, l'indicateur synthétique de confiance des ménages publié par [Insee](#) progresse

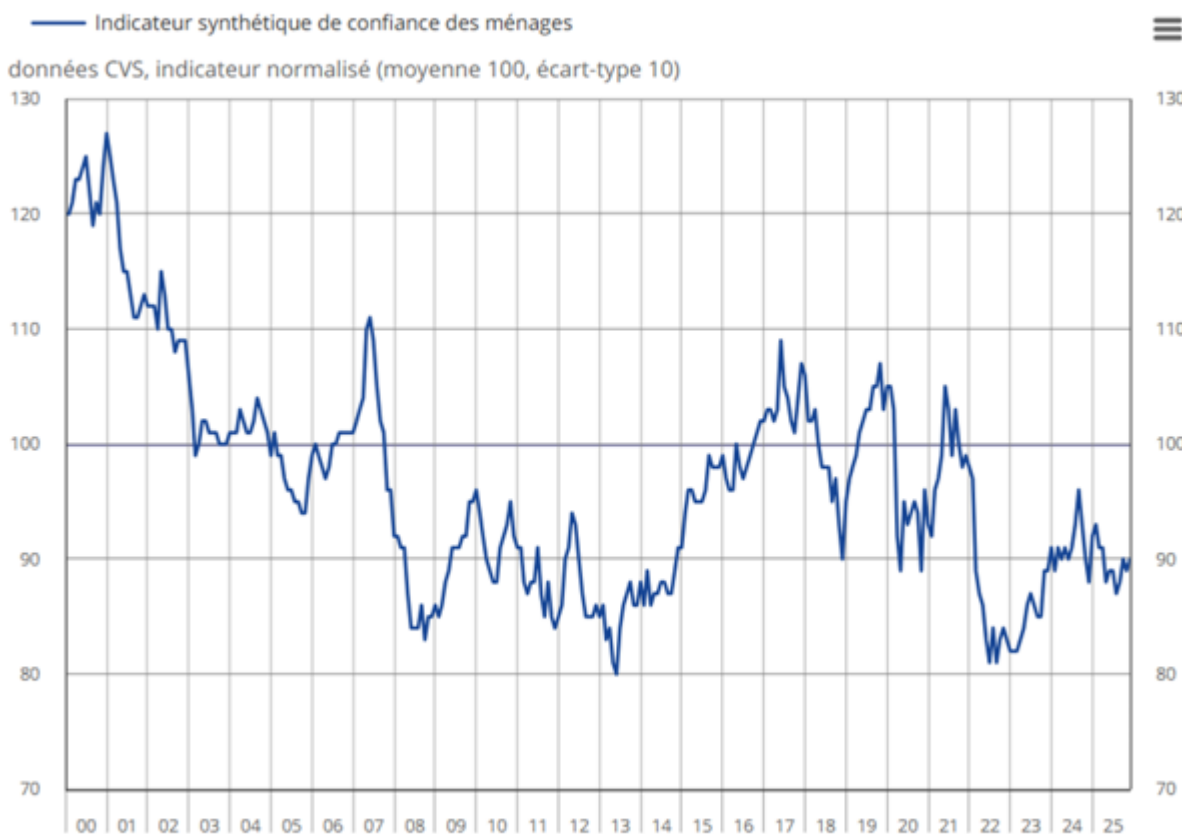
Ecrit par le 26 mai 2026

légèrement, passant de 89 à 90 points. Malgré cette hausse, il demeure en dessous de sa moyenne de longue période (100), traduisant un climat économique encore dégradé. Le solde d'opinion relatif à l'opportunité d'épargner atteint un maximum historique, signe d'une prudence accrue chez les ménages.

Repli de la confiance

Ce repli de la confiance s'inscrit dans un contexte plus large où les Français, inquiets face aux incertitudes budgétaires et politiques, privilégient la mise en réserve de leurs revenus plutôt que la dépense, alimentant un cercle vertueux pour les bilans des ménages mais vertueux pour l'économie globale.

Indicateur synthétique de confiance des ménages



Source : Insee.

L'épargne en France : au plus haut depuis des décennies

Les données économiques récentes confirment ce changement de comportement. Sur l'ensemble de l'année 2025, le taux d'épargne des ménages en France a atteint des niveaux exceptionnels. Selon plusieurs sources économiques, il se situe autour de 18,8 à 18,9% du revenu disponible brut, bien au-dessus de la moyenne observée avant la crise du Covid-19 (environ 15%).

Ecrit par le 26 mai 2026

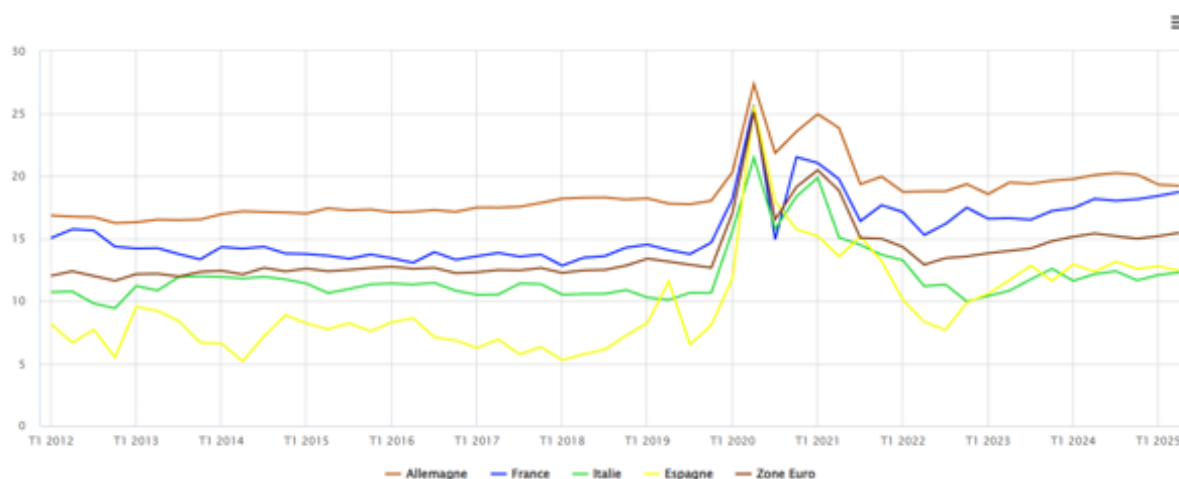
Le bas de laine pour gagner en quiétude

Cette progression s'explique en partie par des flux d'épargne qui restent dynamiques : au deuxième trimestre 2025, les ménages ont épargné plus de 91 milliards d'euros, bien au-dessus de la moyenne des dernières années. Dans ce contexte, l'épargne de précaution, constituée pour faire face à des difficultés économiques futures, prime souvent sur les projets de consommation ou d'investissement des ménages.

Croissance et consommation : des signaux mitigés

La faiblesse de la consommation des ménages se reflète dans la croissance économique nationale. En 2025, celle-ci devrait rester modérée, autour de 0,6% à 0,8%, selon des projections de l'Insee. Cette performance est nettement inférieure à celle observée dans d'autres grandes économies européennes, notamment en Allemagne, en Italie ou en Espagne.

Taux d'épargne * W



Copyright Banque de France

Ralentissement des investissements privés

La prudence des ménages se double d'un ralentissement des investissements privés, résultant d'une incertitude persistante sur la trajectoire des finances publiques et du marché du travail. Si l'inflation est restée basse en 2025, favorisant légèrement le pouvoir d'achat, ce gain n'a pas suffi à relancer significativement la consommation.

Portrait économique vauclusien

Le [Vaucluse](#) compte près de 570 000 habitants et environ 259 810 ménages, dans un département où les revenus médians figurent parmi les plus modestes de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Selon l'Insee, le niveau de vie médian régional s'établit à 22 820€ par an, mais descend à environ 20 640€ en Vaucluse, avec une forte dispersion des revenus : 10 860€ pour le premier décile et 36 130€ pour le neuvième. Ces écarts traduisent un territoire socialement contrasté, marqué par la présence de nombreuses familles

Écrit par le 26 mai 2026

monoparentales et par le poids important des dépenses essentielles.

Des différences selon les métiers exercés

Les différences se retrouvent également dans les métiers exercés : en [PACA](#), le salaire net horaire moyen atteint 26,3 €/h pour les cadres, 16,1 €/h pour les professions intermédiaires, 12,1 €/h pour les ouvriers et 11,6 €/h pour les employés. Ces écarts de revenu conditionnent directement la capacité d'épargne : les ménages situés autour du niveau de vie médian épargnent en moyenne 6 % de leur revenu disponible, tandis que les 20 % les plus aisés peuvent mettre de côté jusqu'à 27 %. Ces éléments éclairent la prudence accrue observée dans le département : les ménages vauclusiens, disposant d'un pouvoir d'achat souvent inférieur à la moyenne régionale, sont particulièrement sensibles aux variations de prix et aux incertitudes budgétaires, ce qui renforce leur propension à se tourner vers l'épargne de précaution.

Couples - Familles - Ménages en 2022

Département du Vaucluse (84)

FAM T1 - Ménages selon leur composition

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2011	%	2016	%	2022	%	2011	2016	2022
Ensemble	235 668	100,0	245 668	100,0	259 810	100,0	535 310	547 742	558 477
Ménages d'une personne	76 662	32,5	84 771	34,5	97 584	37,6	76 662	84 771	97 584
Hommes seuls	31 062	13,2	35 023	14,3	40 799	15,7	31 062	35 023	40 799
Femmes seules	45 600	19,3	49 749	20,3	56 785	21,9	45 600	49 749	56 785
Autres ménages sans famille	6 121	2,6	5 340	2,2	3 509	1,4	14 164	12 694	7 553
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	152 885	64,9	155 556	63,3	158 717	61,1	444 484	450 277	453 340
Un couple sans enfant	65 665	27,9	66 742	27,2	69 748	26,8	135 498	137 624	142 989
Un couple avec enfant(s)	63 928	27,1	63 443	25,8	62 139	23,9	247 706	246 805	241 535
Une famille monoparentale	23 291	9,9	25 371	10,3	26 830	10,3	61 280	65 848	68 816

Sources : Insee, RP2011, RP2016 et RP2022, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2025.

Quelques signaux plus favorables

Les inquiétudes liées au chômage s'atténuent légèrement en décembre, bien qu'elles demeurent supérieures à leur moyenne de long terme. Par ailleurs, l'appréciation du niveau de vie récent s'améliore, portée par une inflation à 0,8% en glissement annuel. Ce chiffre correspond à l'IPCH, l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé, un indicateur européen permettant de comparer l'inflation entre pays membres en s'appuyant sur une méthodologie commune. Cependant, les perspectives se dégradent à nouveau en raison des prévisions d'inflation pour 2026, attendue à 1,3 % selon la [Banque de France](#). Cette anticipation contribue à renforcer le sentiment d'incertitude des ménages et limite le retour d'une confiance durable.

Ecrit par le 26 mai 2026

Plus d'épargne pour plus de quiétude face à l'avenir

Le signal le plus préoccupant provient de l'indice mesurant l'opportunité d'épargner. Celui-ci atteint 46, contre une moyenne historique de 19, un niveau jamais observé depuis 20 ans. Comme cet indice n'a pas de maximum et se mesure par rapport à sa tendance sur le long terme, un niveau de 46 traduit une volonté d'épargne exceptionnellement élevée.

Cette prudence accrue s'explique principalement par le climat d'incertitude budgétaire : en l'absence de budget, les ménages redoutent des hausses d'impôts pour réduire un déficit public très élevé. Beaucoup préfèrent donc renforcer leur épargne, ce qui limite mécaniquement la consommation. [Asterès](#) estime que le taux d'épargne, déjà attendu à 18,5 % en 2025, pourrait rester durablement haut en 2026.

Une trajectoire budgétaire à clarifier d'urgence

Pour Asterès, la situation appelle à la fois une clarification rapide de la trajectoire des finances publiques, afin de rassurer les marchés, et une attention particulière à ne pas fragiliser davantage la consommation, qui demeure un moteur central de la croissance. À défaut d'un rééquilibrage lisible, l'épargne de précaution pourrait s'installer durablement et freiner l'activité économique.

Sources : Insee, Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages (décembre 2025) ; Banque de France : Statistiques sur l'épargne des ménages (2025)

Sources Asterès et Insee.

Calista Contat-Dathey et Mireille Hurlin

Solde d'opinion des ménages sur leur opportunité d'épargner
Source : INSEE



Ecrit par le 26 mai 2026

Choisir ses produits d'épargne : tout comprendre avec Service-Public.fr



Les produits de placement abondent : livrets d'épargne, livret d'épargne bancaire, livret jeune, livret d'épargne populaire, plan épargne logement, plan d'épargne avenir climat... Découvrez les avec Service-public.fr.

Livret A : quelle réglementation pour le plafond de versement ?

Un livret A vous permet de faire fructifier votre épargne de manière sécurisée, et de bénéficier d'intérêts exonérés d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux. Alors que des informations mensongères circulent actuellement sur internet au sujet de ce produit d'épargne réglementé par l'État, [Service-Public.fr](https://www.service-public.fr) vous rappelle les règles en vigueur concernant le plafond de versement du livret A.

Livret A et LEP : baisse des taux de rémunération à compter du 1er février 2025

Le taux d'intérêt annuel du livret A était fixé à 3 % depuis le 1^{er} février 2023, et celui du livret d'épargne

Ecrit par le 26 mai 2026

populaire (LEP) à 4 % depuis le 1^{er} août 2024. Le ministère de l'Économie et des Finances a annoncé le 15 janvier 2025 une diminution de ces 2 taux à partir du 1^{er} février 2025, en suivant les préconisations du gouverneur de la Banque de France. [Se renseigner.](#)

Comptes et livrets d'épargne : quelles différences ?

[Tableau - Comparatif entre les différents types de comptes et livrets d'épargne](#)

Compte sur livret ou livret d'épargne bancaire

Vous souhaitez mettre de l'argent de côté à votre rythme pour constituer une épargne disponible ? Vous pouvez ouvrir un compte sur livret ou un livret d'épargne bancaire. En effet, ce type de compte offre une grande souplesse en ce qui concerne le montant et la périodicité des versements. Nous vous présentons les règles applicables. [En savoir plus](#)

Livret jeune

Vous avez moins de 26 ans et vous voulez faire fructifier votre épargne ? Vous cherchez un placement sûr et rémunéré pour déposer les économies de votre enfant âgé de plus de 12 ans ? Vous pouvez ouvrir un livret jeune. C'est un livret plafonné dont le taux d'intérêt est fixé par l'État. L'argent reste disponible et les retraits sont possibles à tout moment. [Les informations à connaître.](#)

Livret d'épargne populaire (LEP)

Vous avez des revenus modestes et vous souhaitez ouvrir un livret d'épargne ? Le livret d'épargne populaire (LEP) est fait pour vous. C'est un placement dont le taux d'intérêt attractif est fixé par l'État. Votre épargne ne court aucun risque. Vous n'avez pas d'impôt à payer sur les intérêts mais vous devez remplir des conditions de revenus pour ouvrir et détenir un LEP. [Les informations à connaître.](#)

Livret de développement durable et solidaire (LDDS)

Vous voulez faire fructifier votre épargne de manière sécurisée et sans payer d'impôt ? Vous pouvez ouvrir un livret de développement durable et solidaire (LDDS), autrefois appelé *Codevi*. C'est un placement dont le taux d'intérêt est fixé par l'État, en tenant compte de l'inflation. Votre argent reste disponible et vous pouvez faire un retrait en cas de besoin. Nous vous présentons [les informations à connaître.](#)

Plan épargne logement (PEL)

Vous souhaitez épargner pour acheter un bien immobilier d'habitation ? Le plan d'épargne logement (PEL) peut vous intéresser. Ce compte a pour objet l'octroi de prêts aux personnes qui ont épargné pendant au moins 4 ans et qui affectent leur épargne au financement de logements destinés à l'habitation principale. Les règles applicables au PEL varient en fonction de la date d'ouverture : à partir de 2018 ou avant 2018. [Les informations à connaître.](#)

PEL : le taux de rémunération passe à 1,75 % à compter du 1er janvier 2025

Le taux de rémunération de votre plan épargne logement (PEL) sera de 1,75 % si vous l'ouvrez après le 31 décembre 2024, contre 2,25 % pour les PEL ouverts durant l'année 2024. [Le point sur les modalités des PEL.](#)

Ecrit par le 26 mai 2026

Assurance-vie et assurance décès : comment les distinguer ?

Le contrat d'assurance-vie et le contrat d'assurance décès n'ont pas la même nature et ont des objectifs différents. Ils peuvent cependant tous les 2 aboutir au versement d'une somme à des bénéficiaires désignés. [En savoir plus](#)

Plan d'épargne avenir climat

Vous avez **moins de 21 ans** et vous souhaitez investir dans des titres financiers de sociétés ou d'organismes qui financent des projets dans le domaine de la transition écologique ? Vous pouvez ouvrir un plan d'épargne avenir climat. C'est un nouveau produit d'épargne qui est disponible depuis le 1^{er} juillet 2024. [Les informations à connaître.](#)

Compte épargne logement (CEL)

Vous souhaitez épargner dans la souplesse pour **acheter un logement** ? **Le compte épargne logement (CEL) peut vous intéresser. C'est un compte sur lequel votre argent reste disponible** et qui vous permet, après 18 mois d'épargne, de demander un prêt immobilier ou un prêt travaux. À la différence du plan d'épargne logement (PEL), l'épargne du CEL est disponible. Les règles diffèrent selon la date d'ouverture du CEL. [Les informations à connaître.](#)

Plan d'épargne retraite populaire (Perp)

Le plan d'épargne retraite populaire (Perp) est un produit d'épargne à long terme. Il n'est plus commercialisé depuis le 1^{er} octobre 2020 en raison de la création du plan d'épargne retraite (PER). Si vous avez un Perp, vous pouvez le conserver ou transférer l'argent sur un PER. [En savoir plus](#)

Epargne : les habitants de Paca pensent être mauvais en économie

Ecrit par le 26 mai 2026



Selon une étude de l'[Ifop](#) pour le compte du baromètre de l'épargne [Altaprofits](#), les habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'attribuent une note moyenne de 4,82 sur 10 concernant leur niveau de connaissance en matière d'économie (4,95/10 au niveau national). Si la majorité (57%) d'entre eux estiment avoir des connaissances moyennes (note comprise entre 5 et 7/10), plus d'un tiers s'attribuent une note inférieure ou égale à 4 (34%) et seuls 9% estiment avoir de bonnes connaissances (note comprise entre 8 et 10).

Tout savoir sur l'épargne dans la région

Cette enquête fait également apparaître que plus de 7 habitants de la région sur 10 (76%) possèdent au moins un produit d'épargne dans un établissement bancaire ou financier. Dans le même temps, 33% des habitants de la région déclarent posséder un seul produit d'épargne et 43% plusieurs. Ils sont nombreux à placer de l'argent de manière fréquente : 35% alimentent leurs produits épargne au moins une fois par mois, et 63% d'entre eux au moins une fois tous les 6 mois sur leurs produits d'épargne. Dans le détail des montants, les habitants de la région Sud ayant de l'épargne déclarent posséder en moyenne 47 307€, ce montant moyen dissimulant une importante hétérogénéité : parmi ceux se prononçant, 21% déclarent en effet posséder moins de 5 000€ (dont 7% moins de 1 000€) tandis que 4% déclarent détenir plus de 80 000 € en produit d'épargne.

Écrit par le 26 mai 2026

La Covid-19 a rebattu les cartes de l'épargne

Par ailleurs, 51% de ceux possédant au moins un produit d'épargne déclarent que la principale raison qui les pousse à épargner est de constituer une épargne de précaution, pour faire face aux imprévus. Que ce soient des petits imprévus du quotidien, comme une panne de voiture ou le remplacement d'un appareil ménager pour 35%, ou plus spécifiquement dans le contexte actuel, pour faire face à une éventuelle situation exceptionnelle, comme la crise sanitaire de la Covid-19, pour 16% d'entre eux. Pour 24%, l'épargne sert avant tout à financer un projet. Projet à long terme pour 19% (comme un achat immobilier, la préparation de la retraite ou le financement des études) ou à court terme pour 5% d'entre eux (comme l'achat d'une voiture ou le financement d'un voyage). Pour 20%, c'est la volonté de dissocier leurs économies de leur compte courant qui les pousse à épargner et 5% citent une autre raison. Contrairement au précédent baromètre réalisé en juin 2019, la crise liée à la Covid-19 a 'rebattu les cartes' de l'épargne en France. Les habitants de Paca privilégient maintenant l'épargne de précaution plutôt que les projets à long terme. Ils souhaitent pouvoir faire face à n'importe quelle crise, qu'elle soit financière ou sanitaire.

Opacité du nouveau système de retraite

L'impact du nouveau système de retraite à point, dont le projet de réforme est porté par le gouvernement, sur leur propre situation n'est pas clair pour 52%, et pour moins d'un tiers (17%) son impact n'est même 'pas du tout' clair. « Malgré quelques écarts générationnels, ce score est relativement homogène sur le critère d'âge, en revanche, on constate une importante différence selon le sexe : la proportion de femme estimant l'impact de ce nouveau système pas clair atteint en effet 68% contre seulement 53% des hommes », constate l'étude d'Altaprofits/Ifop. Enfin, une importante proportion (36%) d'entre eux ne sait pas vers quel interlocuteur se tourner pour répondre à leurs questions ou demander des conseils sur la préparation de leur retraite. Ils sont même 37% à compter sur leurs propres moyens pour chercher de l'information. La banque de l'épargnant arrive en deuxième position avec 29% mais largement devant les intermédiaires en ligne comme un courtier ou conseiller fiscal (cité par 6%) ou un autre interlocuteur (sans précisions), cité par 2% d'entre eux.

L'accompagnement d'un professionnel est fondamental

« Un des grands enseignements de cette étude est l'évolution des comportements des épargnants de la région Paca, explique Stéphanie Cohen, directrice générale d'Altaprofits, qui préfèrent chercher de l'information financière et patrimoniale par leurs propres moyens même s'ils reconnaissent que leur capacité à évaluer et agir seuls sur leur épargne est aujourd'hui limitée. Dans cette période où se dessine un nouveau projet de réforme des retraites, le résultat de ce baromètre montre que le manque d'information, et peut être d'intérêt pour l'économie, rend difficile la prise de décision et la préparation de la retraite. Aujourd'hui plus que jamais, l'accompagnement d'un professionnel du conseil patrimonial sur le sujet est fondamental. »